POUVOIR OUVRIER

SOMMAIRE

LES ETATS GENERAUX DU DESARMEMENT.

Les chiens en Alabama.

DEMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT ?

Les 40 heures.

La solidarité ouvrière.

LES MINEURS DU KENTUCKY.

"Mourir à Madrid".

N° 51 MAI 1963

0,30 F

LES ÉTATS GÉNÉRAUX du DÉSARMEMENT

Dimanche 19 mai, les Etats Généraux du désarmement se sont réunis à Saint-Ouen ; des dizaines de milliers de personnes ont assisté à cette manifestation.

Lancée par le Mouvement de la Paix (et donc par le Parti Communiste), cette initiative a rencontré cette fois-ci un écho plus grand que d'habitude. La menace atomique pèse lourdement sur la vie des hommes. Même l'indifférent, le "dépolitisé" à cent pour cent ne peut plus l'ignorer. En France, la constitution par de Gaulle d'une force de frappe a donné une grande actualité à la question des armements nucléaires...et à ce qu'ils coûtent au budget de l'Etat; ainsi, par ce biais, même le "simple contribuable" a fini par s'y intéresser.

Les Etats Généraux ont rassemblé une foule de bonnes volontés : militants syndicalistes, chercheurs, écrivains, ouvriers, pasteurs, députés, artistes et jeunes paysans ont condamné à l'unanimité les armements et souhaité la paix.

Un texte signé par Sartre et Aragon parmi d'autres écrivains approuve cette initiative et "adjure les gouvernements de tous les Etats du monde de mener une politique de désarmement".

Cette "adjuration" est assez représentative de l'activité réelle des divers mouvements pacifistes en France : on demande la paix et le désarmement ; à qui ? aux gouvernements, bien entendu.

Ces gouvernements, sont-ils partisans de la guerre ? A les entendre, ils sont tous pour la paix. Ils sont pour la paix, mais ils perfectionnent les armements, classiques et nucléaires. Sont-ils donc simplement des menteurs ? Certes pas. La vérité c'est qu'ils ne peuvent pas faire autrement. Les régimes qu'ils représentent sont fondés sur la force, sur la contrainte - ouverte ou camouflée - exercée par une minorité dirigeante sur la majorité de la population travailleuse. Cette violence exercée à l'intérieur de leurs pays respectifs est aussi la règle d'or dans les rapports entre les nations. Pour maintenir leurs privilèges, conserver ou conquérir des marchés, pour limiter l'expansion des nations concurrentes ou pour les réudire à merci, les classes dirigeantes de tous les pays ont toujours eu recours à la violence, et en dernière extrémité à la guerre. Pour employer la force, ou simplement pour menacer, il faut être une puissance militaire, il faut perfectionner les armements et les armées. Deux guerres mondiales, des dizaines de guerres locales en un demi-siècle prouvent que les conflits armés sont une conséquence "normale" du fonctionnement du monde moderne, non un accident. Aujourd'hui deux Blocs s'affrontent pour la domination mondiale; ils ne peuvent pas ne pas accroître leur puissance militaire, qui est maintenant du type nucléaire.

Dans le monde actuel, il ne peut pas y avoir de "paix" excluant la préparation de la guerre. Demander une paix véritable à Kennedy, à Khrouchtchev ou à de Gaulle, c'est leur demander de supprimer leurs armées, de fermer leurs usines d'armement, de transformer leurs économies, enfin de régler avec des paroles des conflits où les intérêts en jeu ont été créés et subsistent seulement grâce à la force.

Au lendemain de la guerre de 1914-1918, les mouvements pacifistes se sont multipliés; bouleversés par le massacre, des hommes de tous les bords ont juré que jamais une pareille boucherie ne se reproduirait ; des savants, des écrivains, des hommes politiques ont lancé des appels à la sagesse, au réglement pacifique des questions internationales.

Mais la classe ouvrière européenne a échoué dans sa tentative de renverser l'ordre social existant ; la période révolutionnaire ouverte par 1917 en Russie s'est terminée en 1923.La société d'exploitation s'est consolidée. Vingt ans après la première éclatait la deuxième guerre mondiale, qui allait durer six années et faire des dizaines de millions de morts. La "paix" de 1918-1939 n'avait été qu'un intermède.

Celle qui dure depuis 1945 - entrecoupée de conflits localisés - contient la possibilité non d'un conflit plus meurtrier encore mais d'une véritable hécatombe thermonucléaire.

On ne peut pas accepter cette paix là ; se limiter à demander "la paix" signifie, en fin de compte, demander la continuation d'un état de "pré-guerre", signifie accepter le système qui menace de nous détruire.

Certes, les mouvements pacifistes demandent aussi le désarmement. Mais les armements, qui sont l'instrument indispensable pour la guerre, représentent aussi un moyen de chantage, de pression, et ils sont devenus également , dans les plus grands pays industriels, l'un des principaux stimulants de l'économie...Demander aux dirigeants de désarmer, c'est leur demander de cesser d'être des dirigeants.

On ne peut donc rien faire, rien tenter pour s'opposer à la menace d'un conflit nucléaire ?

Si. On peut, à condition de vouloir lutter réellement et non de supplier les gouvernements. Expliquer que "la paix" d'un système social fondé sur la violence contient toujours la guerre en puissance, montrer la contradiction entre les paroles et les actes de tous les gouvernements, dénoncer les armements de de Gaulle mais aussi ceux des U.S.A. et de l'URSS.. dire qu'il n'y a pas de "bonne bombe", ni la russe ni l'américaine ni la gaullienne, c'est la première chose à faire. Mais on doit aussi lutter contre tout ce qui constitue le support matériel et idéologique de la guerre : le militarisme, le patriotisme, le sens du devoir. le respect de la hiérarchie et du savoir des dirigeants. On peut faire cela et même davantage, des actions précises sont possibles : voir, par exemple, celles que mene en Angleterre le "Comité des 100" (1).

Ce qui est certain, par contre, c'est que rien de tout cela ne sera pas entrepris par ceux qui animent et contrôlent au sommet les mouvements pacifistes actuels, car par leurs idéologies, leurs appartenances politiques, leur place dans la société, ces hommes sont liés aux classes dirigeantes de l'Est ou de l'Ouest.

Nous ne voulons pas dire par là qu'il ne faut pas agir au sein de ces mouvements; nous voulons dire simplement que, si on le fait, il faut s'attendre à l'hostilité la plus déterminée de ceux qui les contrôlent politiquement.

---

(1) Voir "Pouvoir Ouvrier" n°42, août 62, et n°50, avril 1963.

LES CHIENS, en ALABAMA, ...

L'Alabama est loin, et l'information qui nous parvient de Birmingham est probablement largement déformée. Malgré cela il y a des choses très significatives qui sont connues.

Ce sont ces enfants qui vont affronter les chiens policiers, et qui emplissent les prisons. Et les parents, au lieu de s'inquiéter et de calmer leurs enfants, ont honte de ne pas faire autant qu'eux et n'ont de cesse avant d'avoir rejoint les jeunes en prison.

Ce sont les noirs qui n'ont pas intenté d'action devant les tribunaux cette fois, qui n'ont pas attendu que le Gouvernement Fédéral envoie des troupes pour garantir leurs libertés constitutionnelles, mais qui sont partis eux-mêmes à la conquête de leurs droits élémentaires.

Ce sont aussi les "Musulmans Noirs", qui ne sont pas directement en jeu (ils n'ont pas de forte implantation dans le Sud), mais qui apparaissent à l'arrière-plan des préoccupations de tous. Jusqu'à présent, les journaux avaient fait un boycott complet des informations concernant ce mouvement, avec ses aspects contradictoires (1), mais dont l'influence sur les masses noires des régions industrielles du Nord-Est est devenue prépondérante. Maintenant ils sont évoqués avec crainte, comme la menace possible d'inflammation générale si on ne se dépêche pas d'accorder aux noirs les satisfactions les plus élémentaires.

Puis, il y a le pasteur Martin Luther King et les noirs pacifistes qui ont joué un grand rôle dans les événements de Birmingham. Mais on ne peut s'empêcher de se poser des questions lorsqu'on voit leur insistance à limiter l'action par la non-violence, lorsque, à l'instar des états majors des syndicats, ils négocient des accords avec les dirigeants blancs et décommandent les manifestations avant même que les noirs n'aient pu sortir de prison, tout cela au nom d'une prétendue "stratégie"; ils se comportent ainsi comme des généraux qui manoeuvraient des divisions; ils inquiètent surtout lorsqu'ils ont recours au chantage de la surenchère :"si vous ne nous accordez pas ce que nous demandons, nous serons débordés par les Musulmans Noirs, et eux ils sont vraiment méchants...".

Birmingham 1963 est une étape très importante de la grande lutte des noirs américains.

---

(1) Voir "P.O." n° 44 et n°46 pour deux vues opposées sur les "Musulmans Noirs".

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

EN CAROLINE DU NORD AUSSI ...

"15 blancs et plus de 400 noirs ont été arrêtés dimanche à Durham, alors qu'ils manifestaient pour la deuxième journée consécutive contre la ségrégation raciale dans les retaurants et les cafeterias..." (A.F.P. 20 mai).

"D'autres manifestations ont ou lieu également dimanche à Greensboro pour le cinquième jour consécutif...A Greensboro également, plus de 900 manifestants ont effectué une marche pour rendre hommage aux 700 noirs emprisonnés depuis mercredi..." (A.F.P. 20 mai).

"Plusieurs centaines de jeunes noirs ont manifesté mardi soir à Greensboro...175 manifestants ont été arrêtés et conduits dans une salle de spectacle pour y être gardés à vue, l'hôpital désaffecté rouvert pour servir d'annexe à la prison étant bondé...Ainsi, comme celles de Birmingham, les autorités de Greensboro vont se trouver devant un problème insoluble: loger des prisonniers de plus en plus nombreux dans des locaux exigus".
(A.F.P. 22 mai).

"Plus de 1.000 élèves noirs arrêtés pendant les manifestations sont expulsés des écoles de Birmingham" (A.F.P. 22 mai).

DÉMOCRATISATION de l'ENSEIGNEMENT ?

C'est un fait : les parents d'élèves demandent de plus en plus à rencontrer les professeurs de leurs enfants. Mes collègues rechignent : "De mon temps, mes parents n'allaient pas voir mes professuers..." C'est vrai, les parents ne sentaient pas leurs enfants menacés comme ils le sont aujourd'hui par les appréciations trimestrielles du professeur qui sonnent comme un verdict : "passera-t-il dans la classe supérieure ? Sinon lui permettra-t-on de redoubler ? Décrochera-t-il son bac ?"

Depuis la 6ème jusqu'au bachot tout se passe maintenant comme si l'élève était soumis à un examen permanent : dans la marée démographique qui chaque année submerge un peu plus les établissements trop petits, il importe qu'il ne soit pas celui qui laisse la place aux autres mieux adaptés. Dès l'entrée de l'école, l'enfant est soumis à la compétition.

Le fait nouveau est que désormais la majorité des enfants vont être contraints de faire des études. Et ceux qui seront rejetés vers un cycle d'études dévalorisé, ou pas d'études du tout, se verront du même coup écartés selon le cas des emplois représentatifs et par conséquent condamnés à une vie de petits salariés. Tout le monde comprend ce que cela signifie concrètement et il est parfaitement normal que les parents redoutent cette condition pour leurs enfants. Cette panique relativement récente est liée à une transformation profonde de la société, à savoir : I/ la transformation des classes dirigeantes,
2/ l'évolution actuelle du capitalisme.

LA TRANSFORMATION DES CLASSES DIRIGEANTES.

Dans le passé à quelques exceptions près, seuls les couches aisées de la société avaient accès aux lycées et aux Universités. Les bourses étaient rares et les concours qui les dispensaient si difficiles qu'elles ne sélectionnaient que quelques phénomènes. Outre des sujets exceptionnels, les enfants qui fréquentaient les établissements secondaires venaient d'un monde où l'on sait parler, où l'on a le loisir de lire et de recevoir, l'argent de voyager et de sortir, bref où l'enfant avant même de commencer ses études est déjà préparé à les recevoir, puisque à la maison comme au lycée on lui demandera de faire la même chose à des degrés différents bien parler.

Ceci n'implique nullement que tous les fils de bourgeois étaient et sont capables de faire des études. Notons seulement qu'ils sont indiscutablement avantagés par le milieu familial. Qu'advenait-il de ceux qui n'étaient pas capables de cet effort d'expression ? Ils étaient mis à la porte, c'était désagréable mais leur "ré-orientation" ne posait pas un problème tragique. Leurs parents qui pour la plupart disposaient d'une richesse relative pouvaient les "installer soit qu'ils leur ouvrissent les portes de l'entreprise paternelle, soit qu'un apport de capitaux personnels leur traçât la voie vers un fauteuil directorial etc... On pouvait être un monsieur sans être nécessairement bachelier.

Or aujourd'hui l'industrie est de plus en plus le domaine de quelques grands magnats invisibles et les petits patrons besogneux d'antan, balayés par leur puissance, ont disparu. Aujourd'hui pas plus qu'hier, les fils Peugeot n'attendent la distribution des prix de l'Université pour se débrouiller dans l'existence -ce n'est pour eux qu'une question de prestige personnel- , mais voyez combien ces privilégiés sont rarissimes. En revanche, ce qui fait le nombre des nouvelles couches aisées, ce sont nos "cadres" actuels, ces aristocrates du salariat,

dont le salaire sera d'autant plus élevé, la fonction d'autant plus dirigeante que leur qualification sera rare. La voie normale d'accès à ces postes passe principalement par une scolarité longue et réussie. On tenteta de l'arracher à n'importe quel prix, même si celui-ci, dans le cas le plus grave et fréquent, se solde par le nau rage psychologique de l'enfant.

L'EVOLUTION ACTUELLE DU CAPITALISME.

Aujourd'hui une longue scolarité est en principe à la portée de tous. Il est vrai que les portes des 6ème s'ouvrent largement pour recevoir une plus grande diversité de couches sociales. Les bourses ne sont pas fastueuses mais nombreuses, l'examen d'entrée en 6ème est remplacé par une moyenne générale des notes et ainsi un nombre croissant d'enfants venant des classes travailleuses entrent en 6ème. En ce sens la "démocratisation de l'enseignement" n'est pas un vain mot; les études sont financièrement moins inaccessibles.

Avons-nous tout à coup affaire à une société et par conséquent à un Etat philantropiques qui veulent éduquer le peuple pour l'amour de la culture ? Du tout, mais nous nous trouvons dans une société qui s'est transformée et où il est de plus en plus nécessaire de former et de recruter des techniciens pour une industrie en pleine expansion et qui se développe chaque jour davantage, tant en volume qu'en complexité. Nos capitalistes et nos ingénieurs, qui ont un grand sens pratique, ont progressivement compris que les fils de leur propre classe sociale n'y suffisaient pas, que surtout il n'y avait aucun intérêt à se priver de l'intelligence des ouvriers si on pouvait l'utiliser profitablement par la suite. Ils sont donc prêt bon an mal an à gratter quelques crédits pour ouvrir de nouveaux établissements et les confier à la responsabilité de quelques enseignants mal payés. Tout compte fait cela ne coûte pas plus cher qu'un voyage présidentiel.

Voici donc un fait nouveau : les fils d'ouvriers pourront commencer des études. Le tout est qu'ils les continuent, sinon ils iront relever "Papa" sur la chaîne de montage quand il prendra sa retraite des vieux. Ils sont, rappelons-le, gravement handicapés : ils doivent faire seuls et rapidement l'acquisition du langage requis, il leur faut donc apprendre à parler; ils doivent seuls affiner leur faculté d'observation en même temps qu'on leur demande d'observer un monde qui leur est inconnu; les voilà donc contraints de tourner le dos à leur réalité quotidienne pour partir seuls à l'aventure. Et pour les aider dans cette entreprise : personne. Tout cela, leurs parents le comprennent très vite, soit qu'ils mesurent eux-mêmes la difficulté, soit qu'ils interprètent des notes qui quantifient un échec ou un découragement bien compréhensibles. Pas étonnant que dans ces conditions "papa" se fasse du souci et lui aussi va venir voir le professeur.

Cette prétendue démocratisation de l'enseignement n'est donc qu'apparente. Elle ne peut exister tant que la société elle-même est une société de classes et cette inégalité est trop évidente pour échapper au plus borné des enseignants.

Le voila donc confronté au coeur de son métier et pour la première fois avec l'injustice sociale sans qu'il puisse esquiver le problème. Voudrait-il fermer les yeux qu'il ne peut ignorer que les fils d'ouvriers nombreux en 6ème et 5ème ne sont qu'une poignée en 2ème et Ière. L'exigence logique la plus élémentaire lui interdit de penser qu'ils "étaient plus bêtes que les autres".

Ils ont été vaincus.

LES REACTIONS DES PROFESSEURS.

Elles sont variables : les plus endurcis sont de fort méchante humeur et s'en tiennent là. Ils regrettent leur tranquillité perdue et tentent de la préserver en dépit de l'orage scolaire esquivant bien entendu la tâche supplémentaire non rétribuée de recevoir les parents, et choisissant non sans cynisme le parti d'une université réactionnaire qu'ils sont les seuls à défendre et qui évincerait tous les inadaptés, réglant ainsi le problème immédiat des effectifs surchargés et de ces classes hétérogènes qui à coup sûr alourdissent considérablement la tâche pédagogique.

Les autres sont quelque peu troublés d'adhérer purement et simplement à un système qui immanquablement sélectionne les élus parmi les puissants. Pour y remédier on voit par exemple se répandre et se généraliser la pratique du questionnaire indiscret auquel les élèves sont soumis

le jour de la rentrée. Cette modeste démarche qui vise à agrandir le champ limité de la classe pour faire intervenir des facteurs extra-scolaires indique un souci de dépasser la simple routine pour corriger l'inégalité sociale et l'inégalité tout court.

Le professeur se trouve donc plus ou moins amené par les circonstances à modifier son système de valeurs traditionnelles sous la pression croissante de la réalité, et la valeur du savoir proprement dit, qui seule fonde sa profession, est souvent contredite par l'ingérence d'un facteur étranger. Ceci n'est pas une position confortable car il ne peut qu'y rester attaché.

Il serait en effet absurde de dispenser un enseignement à des élèves qui ne l'entendent pas et il est donc absurde de maintenir dans une classe "par pitié" un élève qui participe pas à ce qui s'y fait. Il sanctionne donc en fonction de la connaissance acquise, mais son initiative déclenche un autre mécanisme, car celui qu'il évince sera puni dans la société : on le fonctionner comme le portier de la société. Il voulait ouvrir des intelligences et il devient celui qui ferme la porte. Il travaille dans cette contradiction permanente.

Mais ceci n'est pas la seule contradiction que lui réserve ce métier, car on se sert de lui comme concierge, mais qui plus est, on tire le cordon à sa place et en son nom.

Combien d'élèves déclarés nommément inaptes ou même nuisibles à une classe ont continué d'y couler des heures inutiles en dépit de son véto ? Cette absurdité devient très claire si l'on comprend que ce sont moins les aptitudes réelles de chacun que la loi de l'offre et de la demande qui décide de sa place dans la société.

Si l'industrie manque de cadres, si l'armée est à court d'officiers elles les auront quand même : on baissera le niveau. En temps de crise travail et surqualification seront impitoyablement dépréciés. Le respect du professeur pour la connaissance en tant que telle est sans écho dans l'organisation sociale.

On peut même dire que la société toute entière contredit la vie du professeur. Pour la société la valeur première c'est l'argent et son acquisition. Les études sont un moyen et non une fin. En revanche le professeur envisage les études comme un moyen de comprendre le monde, comme une fin en soi. S'il avait désiré devenir riche, il aurait fait autre chose. Il reste donc attaché à cette valeur qui n'est pas une valeur de ce monde et du même coup il ne comprend plus le monde.

CONCLUSION.

Il ressort de tout ceci que la tâche du professeur s'en trouve considérablement alourdie :

- elle est matériellement alourdie par l'allongement du temps de travail proprement dit : aux heures de cours plus difficiles à faire dans les classes chargées, aux préparations qu'elles impliquent, aux corrections plus nombreuses qu'elles entraînent, viennent s'ajouter notamment les entrevues avec les parents (cf. P.O. N°46). Il va sans dire que ce sont autant de travaux, qui n'étant pas officiellement reconnus, ne sont pas rétribués.

- elle est également alourdie par l'usure psychologique que les tensions sociales engendrent. Elle se mesure d'ailleurs au nombre de dépressions nerveuses qui vont augmentant. Tout facteur personnel mis à part, progressiste ou révolutionnaire, réceptif ou revêche, l'enseignant est contraint de faire face. Il ne peut pas, dans le dialogue avec les parents s'enfermer dans un rôle de simple fonctionnaire : ses interlocuteurs s'emploient à l'en faire sortir. Pour échapper à cette situation embarassante, qui finit par entamer,il peut à la rigueur fuir ou éconduire les parents. Mais il ne peut pas esquiver ses élèves et chacun sait, par son expérience d'élève ou par une expérience professionnelle, qu'enseigner c'est d'abord se faire reconnaître. Dans les grandes classes disparates cela ne va pas sans une sérieuse dépense d'énergie.

Rien de tout ceci n'est mesurable en argent. C'est pourtant du travail.

LES 40 HEURES

Face à l'industrie qui nous prend de plus en plus de temps et nous use par son rythme, il faut imposer de revenir à un travail plus normal.

Qu'est-ce que la vie d'un ouvrier ?

On est toujours sous la loi des 40 heures, mais elles sont loin. La majorité des ouvriers de l'industrie font 48 heures et parfois plus, c'est-à-dire de 9 h ½ à 10 heures par jour, étalées sur 5 jours.

Les conditions ont même empiré, le développement anarchique des villes, la pénurie de logements font que la plupart d'ouvriers doit accomplir des trajets longs dans des conditions souvent pénibles.

Une journée de travail commence à 7 h ½ ; elle exige de partir de chez soi aux environs de 6 h 45, de se lever donc vers les 6 heures. A midi, 3/4 d'heure à 1 heure pour manger, la fin du travail à 18 heures, s'habiller, rentrer chez soi, cela fait 18 h ½ ou 19 h.

De 6 heures où l'ouvrier se lève jusqu'à 19 heures, le travail occupe 13 heures de la journée.

Il lui reste quoi ? le temps de manger le soir, de voir un peu sa famille et de dormir. S'il veut écouter ou regarder un programme à la radio ou à la télé, s'il s'attarde avec un copain, s'il reçoit quelqu'un un peu tard, s'il veut aller au cinéma ou sortir, tout ce temps il le prend sur son sommeil, et le lendemain les heures sont longues et pénibles, mais aucune défaillance n'est permise, il doit produire, la maîtrise est là pour lui faire savoir.

C'est 13 heures où tout est réglé, où aucun écart n'est permis, 13 heures où l'on doit tout subir pour pouvoir vivre ; le petit déjeuner avalé en vitesse, la bousculade dans le métro, le train, le bus, les files d'attente, le coup de sonnette de l'usine...Le matin où tout est encore fermé, c'est une ruée générale vers le travail. "On n'est bon que pour aller bosser", me dit un copain.

On est enfermé pour 9 h ½ là dedans sous la contrainte de la maîtrise, dans des conditions de plus en plus dures, les cadences aussi ont augmenté, même dans le travail l'ouvrier est de plus en plus dépossédé. Ces ateliers "rationnels" où tout est nickel, et où le chef d'atelier, de sa cage de verre, embrasse d'un coup d'oeil tout l'atelier, où rien n'est permis;..deux gars qui parlent, aussitôt la maîtrise pointe son nez, rien n'est dit, pas d'engueulade, tout le monde a compris: "vous êtes ici pour produire, non pour vous distraire".

"Il est payé combien pour faire la putain", dit un ouvrier.

L'industrie a détruit même à l'intérieur de l'usine pratiquement toute vie, la maîtrise peut contrôler tout ce que peut faire un ouvrier, la marge des petites astuces et des combines diminue, il n'existe pratiquement plus que la défense individuelle ou collective ou l'acceptation de l'exploitation.

Revenir aux 40 heures, c'est pouvoir faire autre chose que son travail, c'est être un peu autre chose qu'une machine à produire.

Lecteur: pour nous aider, ABONNE-TOI

et FAIS CIRCULER "POUVOIR OUVRIER".

Lettre du MANS.

LA SOLIDARITE OUVRIÈRE.

Lors de la récente grève des mineurs tout le monde a évoqué, et souvent avec enthousiasme, "l'élan de solidarité" qui aurait défilé sur le pays tout entier.
A la réflexion, et en jugeant strictement à partir de données et de faits locaux, il nous est apparu qu'un tel élan n'avait guère existé au Mans sous une forme agissante. Les moyens mis en oeuvre pour soutenir concrètement les mineurs en grève furent vraiment peu importants et les résultats bien maigres si l'on pense un instant à l'enjeu du mouvement.
Il ne s'agit pas de dénigrer systématiquement ce qui a été réalisé, mais de réfléchir à propos d'une situation concrète et d'en tirer quelques leçons pour les prochains combats que les travailleurs devront mener contre le Pouvoir.
Quel était donc l'enjeu ?
Au début de la grève il s'agissait de faire triompher essentiellement une revendication de salaire visant au reclassement des salaires des mineurs dans l'éventail des salaires en général.
Or, dès les premiers jours, la grève prenait une signification politique par le "Non" très ferme opposé par les grévistes à la réquisition.
Tout au long des 7 semaines de grève cette signification politique s'est accentuée : il fallait avant tout faire reculer l'Etat-patron.
C'est sans doute cette attitude et la fermeté des mineurs qui suscitèrent très rapidement un courant de sympathie.
Les travailleurs assistaient à une sorte de match. Qui gagnerait ?
Et dans ce cas la sympathie va tout naturellement et totalement aux grévistes.

Mais les travailleurs dans leur ensemble n'ont pas compris qu'ils étaient <u>concernés</u> par cette grève; qu'elle était leur grève et la sympathie ne s'est pas transformée <u>en solidarité effective</u>

Cela on l'a bien compris quand les syndicats organisèrent les premières collectes et quand les mineurs de Lens vinrent eux-mêmes aux portes des usines et dans les rues.
Au meeting organisé le samedi 23 Mars pour acceuillir les mineurs il n'y avait pratiquement personne ! Que représentaient les 200 assistants sur les 25 000 ouvriers du Mans ?

Et puis dès qu'il s'est agi de donner quelques sous pour scutenir effectivement les mineurs, il y a eu parfois des réactions incroyables et souvent celle-ci :" les mineurs, de quoi se plaignent-ils, ils ont plus de fric que nous !"

Sur quoi étaient fondées de telles affirmations? Sur la radio et la presse ? Sur rien le plus souvent .... c'est une phrase alibi pour ne rien donner ou peu.

On a entendu encore : "ils (les mineurs) ne nous ont pas aidé quand nous avons fait grève, pour les licenciements etc...".

Bien sûr ces réflexions n'étaient pas celles de la grande majorité.... mais la grande majorité n'a rien dit et elle a répondu aux collectes comme à une quête : on donnait 2 F. ou 3 F....
Il est certain qu'en moyenne les travailleurs du Mans ont versé bien moins de 5 F... alors que chaque mineurs perdait chaque jour de 15 à 20 F.

La solidarité des travailleurs a été brisée par le capitalisme qui a su introduire dans la classe ouvrière de multiples inégalités. Peu à peu on a divisé les travailleurs en catégories, en échelles, en O.S., Professionnels, horaires, mensuels... etc....
On a créé cette hiérarchie complexe des salaires qui est la source de toutes les jalousies et de toutes les divisions entre travailleurs.
De plus les usines sont devenues des forteresses où ceux qui n'y travaillent pas ignorent tout de ce qui s'y passe. La presse peut ainsi entretenir les équivoques les plus incroyables dans l'opinion.

Au Mans il est fréquent d'entendre un ouvrier de telle ou telle entreprise privée se scandaliser des "hauts salaires" de chez Renault, sans savoir rien, ni de ces salaires, ni des conditions de travail correspondantes.
Combien d'ouvriers du Mans connaissent la vie d'un mineur, son travail, son salaire, ses problèmes ? Or des mineurs de Lens sont venus ici. Peut-on dire que maintenant ils les connaissent mieux ?

Tout à l'heure nous disions que la solidarité ouvrière avait été brisée par le capitalisme.

Or cette solidarité n'est pas une vertu pour la faire renaître il conviendra de travailler, de remonter la pente en supprimant peu à peu ce qui l'a engendrée : la multiplicité des salaires et la méconnaissance profonde des travailleurs entre eux.

Pour notre part , au Mans, nous avions pensé profiter de la venue dans notre ville des mineurs de Lens pour organiser avec l'un d'entre eux une petite réunion au cours de laquelle nous aurions essayé de comprendre ce qu'étaient ses conditions d'existence et de lui expliquer ce qu'étaient les nôtres.
Précisons tout de suite que cette réunion n'était pas organisée par P.O., que les camarades qui devaient y assister ne connaissaient même pas tous notre journal.
Il s'agissait de profiter de l'occasion pour réfléchir ensemble et nous mieux connaître. Le contact avec le mineur avait été pris par l'intermédiaire d'un responsable CFTC.
Le soir où nous devions faire connaissance avec le camarade mi eur nous étions seuls au rendez-vous ! Et le lendemain on nous expliqua que ce mineur ne pouvait pas venir avec nous parcequ'il y avait des réunions importantes entre responsables syndicaux et mineurs, que d'autre part il fallait l'autorisation de la CGT, et qu'enfin tous les mineurs étaient protégés par les soins des syndicats et ne pouvaient ainsi aller n'importe où !

Voilà donc les faits.
Faut-il y voir de sordides manoeuvres ? Plutôt des habitudes, des moeurs syndicales à peine croyables et dont les militants eux-mêmes n'ont pas conscience.
Les mineurs de Lens viennent au Mans : c'est l'affaire des syndicats, ils s'organisent, discutent, agissent entre eux, entre responsables et dirigeants : il ne vient à l'idée de personne que cette rencontre puisse intéresser les travailleurs dans leur ensemble.
Pour ceux-là ils garderont le souvenir des mineurs de Lens se promenant dans les rues avec des boîtes pour recueillir l'obole des passants. Ils ne les connaîtront pas mieux et conserveront donc les mêmes idées fausses concernant leur condition de travailleurs.
Arriver à une meilleure connaissance des travailleurs entre eux, voilà l'un des buts que devraient poursuivre les syndicats s'ils désirent que la solidarité ouvrière ne soit pas seulement un mot qu'on écrit sur des pancartes ou qu'on prononce dans les discours.
C'est en agissant, en avançant des revendications anti-hiérarchiques et pas en les défendant qu'on pourra remonter la pente.

Mais les syndicats défendront-ils un jour des revendications de ce type ? Cela est une autre histoire.
Pour nous le choix est fait et c'est dans ce sens que nous comptons bien poursuivre nos efforts.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

CORRESPONDANCE - CORRESPONDANCE - CORRESPONDANCE - CORRESPONDANCE - CORRESPONDANCE - CORRESPONDANCE.

Cher camarade, Vivement intéressé par Pouvoir Ouvrier et Socialisme ou Barbarie, j'aimerais rentrer en contact avec vous. Je ne suis à aucun parti politique, ni PC, ni PSU, ma seule action se produit au sein du M.C.A.A. (1) (M.C.A.A. Mouvement contre les Armements Atomiques).

A.B. (Haute Loire)

Chers camarades, ..." A propos de votre N° de Décembre, je voudrais que vous me renseigniez sur la lutte "antinucléaire" J'ai assisté à une séance des "Etats Généraux du Désarmement" (Comité de Paix), il y a beaucoup de "communistes" et j'ai l'impression d'après les allocutions que j'ai entendues qu'il ne faut pas trop attaquer l'URSS, mais surtout qu'il ne faut pas sortir de la légalité, et même pas pratiquer "l'action directe". J'ai entendu développer un programme très réformiste

J-J C. de Paris.

Comment êtes-vous organisés pour votre programme socialiste ? Je n'entends jamais parler de vous dans les journaux, alors que la presse anglaise a parlé des camarades anglais pendant les grèves de 1962 ?

Les mineurs du Kentucky.

Après huit mois de grève, les mineurs du Kentucky tiennent toujours. Cette grève, qui a commencé au mois de Septembre 1962, est l'une des plus violentes qu'on ait vues aux Etats-Unis depuis l'époque des I.W.W. (1). Plusieurs maisons de grévistes ont été détruites à la dynamite, des grévistes sont tombés sous les balles des tueurs à gages ("gun-thugs") des patrons; les patrons sont allés jusqu'à dynamiter un pont de chemin de fer pour ensuite pouvoir faire arrêter des mineurs pour "sabotage". Quand, à la suite d'une émission de télévision peignant la misère des mineurs et leurs familles, de l'argent et des vivres ont été envoyés à Hazard (Kentucky), cet argent a été saisi par les agents du patronat pour être gardé ou distribué aux "jaunes".

Face à cette violence, à la faim, à l'isolement quasi total et aux interventions fréquentes des polices locales et fédérales, les mineurs du Kentucky ont fait preuve d'un grand courage et d'une grande créativité. Quand, à la fin de septembre, ils ont été lâchés par leur syndicat (l'U.M.W., United Mine Workers), ils se sont choisis leurs propres leaders de grève (plusieurs d'entre eux avaient combattu à l'époque héroïque des années 30 quand on se battait pour établir le syndicat)et ont continué le mouvement contre la volonté de l'U.M.W. Quand le Gouvernement a interdit les piquets de grève, les mineurs eux-mêmes ont organisé la tactique des "piquets volants" ("roving pickets") qui consiste à mettre une centaine de types dans des voitures et à arriver là où on vous attend le moins.

Pourquoi luttent-ils ? La grève a éclaté sur la question des 40 cents par tonne que les employeurs devaient verser au Fonds Social du syndicat U.M.W. Depuis quelques années, pour éviter de payer le salaire établi par le contrat et pour éviter de payer cette prime de 40 cents, la direction des mines dans le bassin charbonnier du Kentucky de l'Est a systématiquement fermé les puits pour les rouvrir un mois plus tard sous la direction d'espèces de "tenanciers" ("truck miners"). Ces derniers, qui sont en général les citoyens les plus riches de la région (le shériff, le banquier, les anciens cadres) ne possèdent pas les mines, mais ils les exploitent. Ensuite, la Compagnie minière rachète le charbon à bas prix pour le travailler et le livrer. Les "tenanciers", qui n'ont aucun capital, ont fait des bénéfices qui s'élèvent jusqu'à 50.000 dollars par mois (comme l'a reconnu le shériff de Hazard), mais ils ne payent que 3 à 9 dollars par jour au mineur - le quart de ce qu'il doit gagner selon le contrat.

Cette grève n'est pas une affaire d'augmentation des salaires ou de congés payés ; c'est une affaire de vie ou de mort pour les travailleurs de toute une région. Les mineurs se battent pour avoir du travail, pour garder leurs maisons, pour garder les hôpitaux syndicaux et la sécurité sociale pour lesquels ils ont travaillé pendant des années. Le syndicat officiel est d'accord avec le patronat pour reprimer la grève, comme il l'était pour l'introduction de l'automation dans les mines il y a quelques années. On dit aux grévistes qu'ils feraient mieux de prendre le train et d'aller chercher du travail ailleurs. Mais les grévistes répondent qu'ils ont passé leur vie au Kentucky et qu'ils veulent y rester. D'ailleurs, ils ne sont pas dupes de la propagande de "reconversion" des travailleurs. Ils savent que le même chômage les attend à Détroit, à Los Angeles ou à Chicago.

Un groupe de jeunes et de syndicalistes new-yorkais qui a fait le voyage à Hazard pour marquer leur solidarité et apporter des secours s'est rendu compte de la misère totale des mineurs et de leur esprit de résistance. Les gosses des mineurs n'ont souvent pas de souliers pour aller à l'école et doivent rester chez eux. On a vu certaines familles qui couchaient dans des taudis. Tout le monde a faim. Les dirigeants des mines, cherchant des "jaunes" et de la main d'oeuvre à bon marché, sont allés jusqu'à embaucher des jeunes gens âgés de moins de 18 ans, ce qui est contre la loi du pays. Mais quand le Gouvernement envoie des agents du F.B.I.

---

(1) Industrial Workers of the World, syndicats de tendance anarcho-syndicaliste qui ont mené des luttes très dures après la première guerre mondiale.

à Hazard, c'est pour interroger les mineurs et non pour faire justice.

A présent les grévistes sont moins actifs. L'interdiction des piquets de grève a fini par être efficace et on ne peut plus prendre beaucoup d'initiatives.

Mais cette grève n'est que la continuation de la grande grève des mineurs du West Virginia en 1950 contre l'automation. Et des nouveaux conflits éclateront. L'ouvrier américain, avec sa longue tradition de combativité et de niveau de vie élevé ne s'accomodera pas docilement du plan et du "progrès" des dirigeants patronaux, syndicaux et étatiques.

(Article envoyé par un camarade du groupe "News and Letters" de New-York)

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Un film de la "gauche":

MOURIR A MADRID.

Dès les premières minutes, la falsification historique transparaît : l'Espagne est présentée seulement comme un pays sous-développé. Il y a des seigneurs, des couvents, des paysans dans une misère semi-africaine. Il n'y a pas la bourgeoisie, il n'y a pas le prolétariat. "8 millions de pauvres", dit le commentaire. Mais que signifie ce terme ? Ce que Rossif aurait dû montrer, c'est la survivance de la propriété parcellaire (2 millions de métayers et de tout petits propriétaires ruraux), la prolétarisation agricole (2 à 3 millions d'ouvriers agricoles), l'artisanat urbain (1 million de petits artisans), le prolétariat (2 à 3 millions d'ouvriers dans les usines et dans les mines (nous voyons seulement les mineurs des Asturies).

Le mouvement ouvrier est délibérément laissé de côté. Son caractère original méritait pourtant d'être souligné avec la forte influence de l'anarcho-syndicalisme, avec sa dure combativité. La C.N.T. est timidement mentionnée, le commentaire glisse sur le nom de Durruti. Le P.O.U.M., parti marxiste révolutionnaire solidement implanté en Catalogne, à Valence, à Madrid, est à peine nommé.

Des "lacunes" encore plus graves: rien sur les conquêtes révolutionnaires, rien sur les collectivités agraires, rien sur la gestion des usines, des transports, du commerce, des mines par les travailleurs, rien sur le pouvoir des comités - et pourquoi ne pas avoir montré Barcelone, symbole de cette situation révolutionnaire ? - rien sur les Journées de Mai 37 où, dans Barcelone insurgée, s'affrontèrent les forces révolutionnaires du prolétariat et la coalition contre-révolutionnaire des petits-bourgeois républicains et des bureaucraties stalinienne et réformiste.

La révolution sociale est escamotée; il ne reste que "l'antifascisme".

Le commentaire fait allusion à des "dissenssions entre républicains". Mais les explications sont tout à fait insuffisantes : on aurait aimé quelques précisions sur le rôle joué par l'URSS, sur le fait, par exemple, que son aide a été soigneusement dosée par Staline, qui se refusait à envoyer massivement du matériel de guerre avant d'être sûr de contrôler complètement le mouvement.

Des longueurs sont fort désagréables. Rossif insiste sur "la résistance du peuple basque" sans donner des explications concrètes sur le rôle joué par la bourgeoisie et le clergé basques, essentiellement nationalistes, qui ont pratiquement trahi les Milices en pactisant avec les généraux franquistes et en livrant ainsi les principales villes du Nord. Par contre, on aurait aimé suivre de plus près la bataille de Madrid.

Trop de "pathos" : le commentaire sur l'estime que se portaient les combattants espagnols des deux bords est insupportable et

odieux ; on finirait par croire, à le suivre sur ce terrain, qu'il s'agissait d'une guerre menée par des étrangers contre la nation espagnole et non pas d'une guerre civile révolutionnaire.

Par contre, nous trouvons une bonne description de la naissance du fascisme en Espagne : l'incapacité dans laquelle se trouve la République bourgeoise de régler la question agraire et de contenir la poussée ouvrière, la volonté des classes dirigeantes de maintenir l'ordre social en faisant appel à l'Armée (officiers et mercenaires marocains) et à l'Eglise, la cristallisation d'une idéologie fasciste incarnée par Franco. Là Rossif excelle à insister sur le style national du fascisme espagnol : son sadisme, sa volonté d'humilier l'homme, sa cruauté gratuite, son hypocrisie, son côté morbide et catholique à caractère semi-féodal remontant à l'Inquisition, et sa valeur quasi magique : les images de la Semaine Sainte à Séville hantent longtemps l'imagination.

Certains montages sont excellents: Rossif sait à merveille nous montrer par un truquage habile le ballet ridicule des diplomates bourgeois, affairés et affolés, décidés à "ne pas intervenir" ; il sait nous imposer l'image bouleversante de ce paysan courbé fauchant avec une faucille attachée à son moignon et récitant le "Crédo" du nouveau régime fasciste-catholique.

Rossif, cinéaste de talent, aurait pu donc, en l'absence d'une documentation suffisante sur certains événements, expliquer des aspects fondamentaux qu'il a négligés - et ce n'est certes pas sur ces points que la Censure a opéré des coupures - Les omissions gênantes sont donc volontaires. Cette objectivité fausse est une duperie singulièrement coupable.

Il faut cependant aller voir ce film, car à cause de la vertu seule des événements, peu à peu apparaît en filigrane la vérité qui aurait dû être exposée en toute clarté : la militarisation des Milices, leur transformation en une armée de type traditionnel, la reconstruction d'un Etat républicain bourgeois/bureaucratique, coïncident avec l'avance des armées franquistes ; en séparant la Révolution et la Guerre, les dirigeants du mouvement révolutionnaire espagnol perdirent l'une et l'autre.

-:-

L A   L U T T E   A N T I - N U C L E A I R E

"Une vingtaine de manifestants "anti-nucléaires" ont été condamnés à des peines de prison par les tribunaux anglais à la suite d'une démonstration organisée samedi sur la base de Marham, où sont stationnés des bombardiers "V" conçus pour le transport de bombes nucléaires.

Les manifestants avaient d'abord procédé, dans un village voisin de la base, à une vente fictive, aux enchères, des installations militaires. Ils avaient ensuite tenté d'envahir pacifiquement le terrain, mais se heurtèrent à la police qui opéra quatre-vingts arrestations". (A.F.P., Londres, 13 mai).

"NOUVELLE-ZELANDE - Une enquête a été ouverte par les autorités néo-zélandaises à la suite de la distribution dans les boîtes à lettres de Wellington d'une circulaire semblable à celle diffusée récemment en Angleterre par le groupe "Espions pour la paix". Cette circulaire prétend divulguer les dispositions secrètes prévues par le gouvernement néo-zélandais en cas de guerre nucléaire . Elle affirme également que la Nouvelle-Zélande est sur le point d'acheter un sous-marin à fusées Polaris".
(A.P., 7 mai).

-:-